

# LE POING

Le journal qui ne prend pas de gants

Apériodique libertaire d'Amiens et d'ailleurs

N°18 - 12 novembre 2018 - Prix libre

## EDITO

Déjà 18 numéros et LE POING reste principalement de papier, ne cédant pas au mirage du tout numérique.

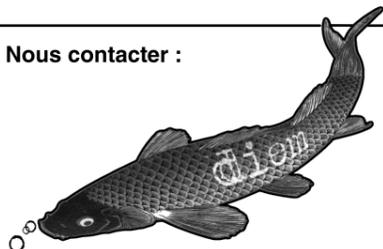
De papier donc et au fait des mutations funestes engendrées par la politique de sape du service public poursuivie par le gouvernement Macron, dans la droite ligne de celles menées par les précédentes administrations hollandienne, sarkozienne, chiraquienne, mitterrandienne, etc.

Car LE POING est un journal qui circule, de boîtes aux lettres en boîtes aux lettres et qui, comme tout un chacun, pâtit des effets induits par la privatisation de 2010 de La Poste. C'est aussi une feuille de chou qui voyage et qui, depuis la casse du statut des cheminots de 2018, n'est plus certaine de pouvoir continuer à prendre le train vers des destinations exotiques et ainsi garnir les rayons des lieux militants les plus éloignés des grands centres urbains. Apériodique modeste mais résolument anarchiste, à l'aurographe et à la grammaire parfois créatives, LE POING sait aussi reconnaître qu'une partie de ses outils critiques, et donc émancipateurs, lui vient de l'école publique, celle-là même que Blanquer sabote et livre au libéralisme. Il est, de plus, tout à fait conscient de la nécessité impérieuse de protéger et de renforcer un système de santé publique robuste, avec les meilleures conditions de travail pour les personnels hospitaliers afin d'assurer les soins les plus efficaces : LE POING est, de par sa nature, lui même sujet à des attaques d'amylobacterpapyrophages.

De papier, écrivions-nous, et c'est un avantage car, une fois lu et froissé en boule compacte, il peut, en dernier recours, être introduit de force dans la gorge de tous les nervis de l'État pour les empêcher de continuer à nous nuire.

LRDLPLJQNPPDG

Nous contacter :



lepoing.presselibertaire@riseup.net

## BRÈVE EXCURSION EN BLANQUERIE

Une guerre se mène sur différents fronts et il y a toujours plusieurs combats au sein d'une même bataille. Ainsi le gouvernement Macron, aux ordres de la classe bourgeoise comme ses prédécesseurs, poursuit son offensive en détruisant méthodiquement tout ce qui pourrait constituer un frein à l'enrichissement à court terme de cette classe de parasites. Ces politiques réactionnaires se font donc au détriment des conditions de (sur)vie des masses laborieuses (et accessoirement en tuant purement et simplement notre planète). La loi El Khomri a bien entamé la casse du syndicalisme. L'attaque réussie de 2018 contre le statut des cheminots a en outre mis à mal un des pôles syndicaux considéré comme le plus à même de résister. Il est maintenant question d'achever l'école, le sabotage étant déjà bien engagé tandis que le cas de l'université est quasiment réglé.

L'enseignement, l'éducation et la formation sont aux fondements de tout projet de société ; les libertaires le savent bien. Les capitalistes aussi. Par conséquent il est évident que développer un système scolaire défendant l'émancipation et l'autonomie individuelle et la force du collectif est aux antipodes du mortifère projet capitaliste. L'assaut conduit par l'administration Macron-Blanquer se fait donc à plusieurs niveaux. La précarisation accrue des enseignants passe notamment par une augmentation du recours à la contractualisation et conséquemment par la baisse de la titularisation des professeurs dans la logique de sape du service public. Parallèlement la formation des enseignants, dispensée dans les ESPÉ, ne tend pas à former des personnels doués d'un esprit un tant soit peu critique, mais bien à les formater pour qu'ils véhiculent à leur tour des contenus en adéquation avec la pensée dominante (en ce sens, les programmes des Sciences économiques et sociales en lycée général sont marqués par l'évacuation de toute pensée sociale critique, ce qui correspond parfaitement à la logique générale du néo-

libéralisme). Le pouvoir espère ainsi s'assurer dans un avenir proche une résistance amoindrie du corps enseignant face aux (contre-)réformes libérales qu'ils imposent déjà dans les programmes comme dans les modalités d'exercice du métier d'enseignant (flexibilité avant tout, et avec le petit doigt sur la couture du pantalon).

Sur le fond, c'est la disparition progressive, à l'école, des notes au profit d'un système ubuesque d'évaluation par compétences qui constitue un des points saillants des changements actuels. Cela interpelle d'autant plus en lycées professionnels, établissements ayant pour vocation la production rapide et à moindre coût d'une main d'œuvre jeune plus ou moins qualifiée. En effet, l'obtention d'un diplôme est inhérente à l'attribution de notes, qu'elles relèvent d'un contrôle continu ou d'un examen final. Et selon certaines conventions collectives (dont, entre autres, celle des ouvriers du bâtiment) les coefficients hiérarchiques des salaires sont liés soit à l'expérience soit à l'obtention d'un diplôme qui valide une formation professionnelle reconnue. Autant dire, à l'aune des coups portés contre le droit du travail, qu'il y a un risque majeur de mutation de ce système notes - diplôme - convention collective - salaire en une formule qui obligera le travailleur, muni de ses seuls blocs de compétences individualisées, à négocier un contrat avec son patron, isolé, en dehors de toute protection collective.

À ceci s'ajoutent la réduction du nombre d'heures de cours en lycée professionnel (ce qui induit moins de connaissances transmises, autant dans les matières générales que dans celles de spécialités) et la transformation de la seconde, jusqu'à présent déjà spécialisée, en une seconde de découverte par pôle d'activités. Par exemple, dans les établissements orientés métiers du bâtiment, les élèves de seconde devront passer successivement par les ateliers maçonnerie, métallerie, menui-



serie, peinture, couverture, etc. avant de choisir leur filière en fin d'année. Cela aura une double incidence. Tout d'abord, en cas d'erreur d'orientation, un changement sera d'autant plus difficile s'il survient en classe de première. Ensuite la formation professionnelle sera encore amputée d'un an, si l'on se réfère à ce qui était en vigueur avant 2009, et la fumeuse réforme Darcos, à savoir un cursus en quatre ans (deux ans pour parvenir à un premier diplôme (BEP ou CAP), puis deux années supplémentaires pour obtenir le bac pro). Faudra-t-il attendre l'effondrement meurtrier de quelques constructions en France et en Navarre pour se poser la question de l'utilité de bien former les ouvriers ?

Fabriquer exclusivement des professeurs muselés ou serviles et produire des ouvriers à usage unique ne sont pas des options envisageables au vu des enjeux, notamment écologiques, à venir. Comme l'énonçaient les statuts de la première Internationale, l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. C'est pourquoi il est nécessaire, afin de contrecarrer les funestes desseins du néolibéralisme, d'œuvrer sans concession pour une réappropriation collective des moyens de production, y compris du service public de l'enseignement et de la formation professionnelle. Pour ce faire, une grève générale sérieuse constituerait le début d'une contre-offensive efficace en vue d'instaurer une société dont l'émancipation par l'éducation serait un des piliers fondateurs.

*"Si 'la liberté est le couronnement de l'édifice éducatif', former l'esprit 'c'est le mettre en garde contre toutes les causes subjectives (intérêt personnel, amour propre, paresse, dépendance d'autrui, principes dogmatiques, goût du merveilleux), qui nous empêchent d'observer et de juger ou nous induisent en erreur dans nos observations et nos jugements" (1). L'éducation libertaire s'affirme comme une pédagogie rationaliste, voire scientifique qui refuse de faire de l'enfant, et plus tard de l'adulte, un croyant en l'anarchie. Elle prône un individu qui après analyse et réflexion tentera, éventuellement, avec d'autres, de construire l'anarchisme."*

Extrait de Propos sur l'éducation libertaire de Hugues Lenoir

(1) Citations extraites de l'article Éducation de E. Delaunay dans l'Encyclopédie anarchiste

# LES NOUVELLES AVENTURES... DU MOUVEMENT LYCÉEN

Militer dans les lycées peut sembler complexe. Face aux risques d'exclusions, à l'absence de collectifs organisés et la dépolitisation, nous pourrions nous dire que les lycées ne bougeront plus comme au temps du CPE. J'ai pu croire, l'an dernier, que nos blocus (souvent ratés) contre parcourus étaient le summum de notre puissance de feu. Je me suis trompé.

## Les flics ont du être soulagés de voir arriver les vacances scolaires...

Depuis début octobre, dans les lycées, le mouvement social est revenu d'entre les morts avec la rage au ventre. À la manifestation du 9 octobre contre la politique social du gouvernement, un petit cortège lycéen s'est formé, avec sa banderole, ses drapeaux noirs et sa sono. Les jeunes anars sont venu.e.s accoler leurs banderoles à celles des « Pinel en lutte » en tête de la marche. Malgré les manœuvres du camion de la CGT pour casser cette convergence, lycéen.ne.s et grévistes ont scandé ensemble « hôpital en souffrance » jusqu'à la fin. Le 12 octobre (deux jours plus tard), suite à un appel qui tournait sur snapchat, sans chefs ni préparation, un mouvement de foule s'est élancé à l'assaut de la Cité Scolaire d'Amiens vers 8h00. Un bloc compact de 200 à 300 lycéen.ne.s s'est mis à entasser du matériel de chantier devant la Cité Scolaire et une manifestation sauvage est partie vers la Providence. En chemin, quelques personnes, en grimant dans la remorque d'un camion, ont trouvé un bidon d'essence. Il a tout de suite été vidé sur la route et son

contenu enflammé. En plus du feu, des projectiles ont été lancés sur les flics. Le cortège s'est barré en courant, pour finir dispersé au lycée Robert de Luzarches. Le 13 octobre, avec l'énergie de la veille, un autre blocus a été lancé à la Cité Scolaire. Bien entendu, les flics étaient venus nombreux et de fait, la manif' sauvage a pu parcourir beaucoup moins d'espace avant d'être bloquée de tous côtés. Le lundi 16 octobre, c'était au tour du lycée Delambre-Montaigne de bloquer et de réduire en cendres fumantes toutes ses poubelles des environs. Le jeudi 19 octobre, les élèves de la Hotoie prenaient le relais pour paralyser leur lycée malgré la présence de nombreux fourgons de police.

## « et je veux plus te revoir dans des blocus, hein »

Il y a eu des arrestations lors de chacun de ces blocus. Certaines pour de simples « vérifications d'identité », procédure permettant de faire passer 4h au poste à quelqu'un juste parce qu'elle n'a pas ses papiers, bien pratique pour mettre la pression sur des jeunes trop agités.e.s. Il y a également eu de vraies gardes à vue, parfois quelques jours après les blocus. Les prétendus.e.s « organisat.eur.ice.s » et des élèves suspecté.e.s d'actions illégales lors de ces journées ont été retrouvé.e.s par la police (notamment à cause des réseaux sociaux). Quatre gardé.e.s à vue pour la Cité Scolaire, deux pour la Hotoie et trois pour Delambre-Montaigne. Quand cela a été possible, des groupes se sont mis devant le comico pour entonner l'habituel « libérez nos camarades ». Les suites judiciaires ne sont pas

connues à l'heure de la rédaction de cet article. De manière plus globale, la présence policière s'est démultipliée par rapport aux mouvements de l'an dernier. Là où nous avions d'habitude quelques RG et des motards plutôt pacifiques, nous avons vu arriver, cette fois, un nombre délirant de fourgons chargés de keufs près à tout pour tuer dans l'œuf le mouvement naissant. Il y a eu des charges de flics, des gaz, des coups de matraques, des techniques d'encercllement et de dispersion, des fouilles (avec doigt dans le cul), les RG ont pris des vidéos et des photos des gens attrapés (un drapeau noir a même été confisqué après photo). Une répression bien excessive pour quelques blocus et un peu de feu sur la route.

## La perspective libertaire

Ces mouvements ont reçu peu de soutien, on s'en est beaucoup moqué. Pourquoi ? Des modes d'actions jugés trop violents et des revendications considérées comme ridicules (les blocus de la Cité Scolaire ont eu lieu parce que les élèves se plaignaient de leurs emplois du temps avec trop de 8h-18h). On a décrié les habituels « fouteurs de merde » qui ne veulent pas aller en cours. Dans une perspective libertaire et révolutionnaire, il me semble qu'il faut au contraire les voir d'un très bon œil. Tout d'abord, le refus du travail est une vraie revendication et celui de se soumettre à l'institution scolaire qui les prépare de force à leur future exploitation salariale me paraissent très cohérents\*. L'éducation bourgeoise sert à trier la future main-d'œuvre du Capital. Dans le discours, elle serait

garante de l'égalité, dans les faits, elle est un élément indispensable à la reproduction de la société de classes. Ensuite, si chacun.ne rentrait chez soi, oui, ce serait de la paresse, mais si tou.te.s s'unissent pour semer le chaos, ça devient de la révolte.

L'absence de revendications claires ne me semble pas être un mal. Si au lieu de gueuler contre telle ou telle réforme pourrie (sans laquelle la vie au lycée restera dénuée de sens), le mouvement lycéen en arrive à bloquer, juste pour ne pas aller en cours ou juste par pure révolte, n'est-ce pas à voir avec sympathie ? Ce n'est pas politisé, certes, mais c'est plus révolutionnaire que les mouvements de l'an passé. Cela nous permet de voir ce que devient la lutte quand les bloqueur.se.s ne sont pas tenu.e.s en laisse par des organisations hiérarchiques et bureaucratiques comme l'UNL ou la JC. Nous pourrions râler parce qu'il n'y a pas de collectif organisé. Nous pouvons aussi nous dire que c'est une grande chance d'avoir un mouvement fort, spontané, sans chefs ni organisations bureaucratiques derrière. Quant aux concepts politiques, nous pouvons contribuer à leur diffusion chez les lycéen.ne.s. Le refus du travail et de l'autorité, la révolte pure, sont des idées fondamentalement anarchistes.

Alcibiade

\*Bien entendu, dans l'immédiat, il faut défendre l'éducation publique, qui sera toujours mille fois meilleure que ce qu'on nous prépare. Mais elle reste insuffisante, et à terme, une éducation digne de ce nom, réellement égalitaire, ne peut naître que d'un processus révolutionnaire, de l'abolition des classes.

## HÔPITAL À BRADER

Mépris, oubli, manque de moyens et système D. Voilà avec quoi la psychiatrie doit s'organiser.

Les salarié.e.s de l'hôpital Philippe Pinel (Amiens) connaissent bien cet état, eux.elles qui en sont à plus de 150 jours de grève et après 109 jours de bivouac. Face à la fermeture de quatre services en quatre ans (soit pas moins de quatre-vingt-dix lits supprimés et les postes de soignant.e.s qui vont avec) les agent.e.s ont décidé de s'organiser eux.elles-mêmes, au-delà des étiquettes politiques, en recevant uniquement l'aide logistique de la CGT, Sud et FO (mais que fait la CFDT ?). Il ne s'agit pas d'une lutte pour des conditions salariales un peu moins indécentes, mais bel et bien de pouvoir soigner et prendre en soin dignement des personnes en souffrance. Aujourd'hui, c'est quasiment impossible ! La fermeture des services oblige ceux déjà surchargés à accueillir d'autres patient.e.s. Seuls les soins de bases sont assurés, avec deux soignant.e.s pour vingt-six patient.e.s, logeant toutes et tous dans des chambres doubles ou parqué.e.s dans des dortoirs de quatre. Parallèlement, les instances supérieures n'ont pas hésité à vendre certains terrains pour ouvrir une clinique privée de psychiatrie. Tou.te.s égaux.les devant la maladie, mais pas pour l'obtention des traitements !

Le corps médical n'est pas en reste, avec le désespoir et l'abandon des médecins qui, lassé.e.s de se voir confronté.e.s à un mur, ne veulent plus jouer au simple « gardien.ne de fous.folles ». Ce mur, c'est celui de l'Agence Régionale de la Santé (ARS), qui refuse catégoriquement le dialogue collectif. La demande du collectif « Pinel en lutte » est clair : une table ronde réunissant tous les acteur.ices, syndiqué.e.s ou non, afin d'éviter le double discours. Après une première occupation infructueuse et une deuxième jusqu'au 14 juillet s'étant soldée par une évacuation musclée à cinq CRS pour un soignant, les « Pinel en lutte » ont décidé de mettre en place un campement de grève devant leur hôpital. Pour cela, ils.elles peuvent compter sur la solidarité et le soutien de l'opinion publique. Ainsi que sur le soutien des autres hôpitaux psychiatriques en lutte (Rouen, Le Havre, Clermont de l'Oise, Prémontré...), permettant une véritable convergence des luttes et une recherche d'alternatives au système actuel, et pourquoi pas d'avoir un véritable écho national !

Devant ce mur, les « Pinel en lutte » avaient rendez-vous le 25 septembre, sous la bonne garde des CRS et d'agents de sécurité privés, un mur qui voulait séparer le mouvement en ne recevant que les représentant.e.s

syndicaux.les. Condition irrecevable pour les « Pinel en lutte » qui clament la solidarité : « tout le monde ou personne à l'ARS ! »

Personne ? Non !! Il existe une irréductible force CFDT qui pense pouvoir faire son beurre de son côté, en oubliant au passage sa totale absence de collaboration au Collectif, malgré la présence de ses militant.e.s. Rien de tel que de petites négociations dans le dos de ceux et celles qui se battent. Une pseudo table-ronde s'entame alors qu'un rassemblement de soutien gonfle devant les grilles closes de l'ARS. Strictement rien n'en ressort.

Depuis ce jour, la grève continue, aux yeux de tou.te.s. Malgré les tentatives de désinformations de l'ARS, les renvois de responsabilité entre les

directions de l'Hôpital et celle de l'ARS, la « vie » s'organise, et le soutien ne faiblit pas. De tractages en actions coup de poing, le Collectif compte bien se faire entendre !

Après avoir été en tête de cortège le mardi 09 octobre et s'être enchaîné aux portes de l'ARS le mercredi 10 octobre, la semaine finit le vendredi 12 octobre en une journée de mobilisation et de négociation avec la direction de l'hôpital. Toujours sur le qui-vive et dans le but d'informer de la situation qui, sans remède, ne pourra qu'empirer, le 3 novembre est devenu une journée de mobilisation et de soutien ouverte à tou.te.s.

Parfois, la folie est la meilleure solution pour appréhender le monde qui nous entoure.

I.S.P.

